Cahier de doléances du Tiers État de Le Verger (Ille-et-Vilaine)

Les délibérants ont représenté que leur ditte trêve, éloignée de plus d'une grande lieue de toutes autres paroisses et qu'elle est séparée de Tallansac, sa paroisse, par la rivière de Serain et des autres côtés d'un fort ruissau, ce qui nous retient dans le temps des grandes eaux comme dans une île ; ces pourquoy ledit général ont arrêté et supplis très humblement d'observer ce qui suit.

Nous nous plaignons d'être seuls assujettis à la corvée des grandes routes, qui a dépeuplé nos campagnes de gens riches et augmenté notre misère ;

Du sort de la milice, qui nous enlève des enfants utiles et souvent nécessaires ;

Des corvées et servitudes féodales, trop étendues et trop onéreuses, et d'autant plus odieuses, qu'elles donnent lieu à la vexation des officiers des seigneurs, à la dévastation de nos campagnes et à la ruine des habitants ;

Des établissements des fuies et des garennes qui ruinent nos levées en tous temps ;

De l'inégalité de la répartition des impôts, qui fait que nous sommes trop imposés ;

De l'injustice des impôts particuliers à notre ordre, ce qui nous fait payer seuls les fouages extraordinaires, le casernement, les milices, les francs-fiefs, et autre droit, etc. ;

De n'avoir eu jusqu'ici aucuns représentants aux États de la province, d'où vient sans doute que les charges de l'État sont entassées sur nos têtes.

Il nous reste à faire connaître nos souhaits, et nous croyons que nous pouvons dire avec vérité ;

Sire, nous souhaitons conserver les droits de citoyen, et être admis, à l'avenir, à nous faire représenter à toute assemblée nationale ;

Que dans ces assemblées nos représentants soient au moins en nombre égal à celui des ordres privilégiés, et que leurs voix y soient comptées par tête ;

Que nos représentants ne puissent être, ni nobles, ni anoblis, ni ecclésiastiques, mais toujours de notre ordre ; qu'ils ne puissent même être choisis parmi les officiers et gens des seigneurs et ecclésiastiques ; ils seraient trop intéressés à suivre des impulsions étrangères ;

Que dans toutes nos assemblées, nul ne puisse nous présider qu'autant que la réunion des suffrages l'aura fait élire ;

Que notre liberté soit aussi sacrée que celle de tous autres citoyens ; que tous enrôlements forcés soient supprimés. sauf à les remplacer par les enrôlements à prix d'argent ;

Que toute loi qui nous exclurait de parvenir à tous emplois civils et militaires soit supprimée, de même que toute loi qui distingue, à raison de la naissance, les peines pour les crimes de même nature ;

Que nos propriétés ne soient pas moins respectées que celles des autres citoyens ; que tous impôts soient à l'avenir supportés d'une manière égale, et par chacun, en proportion de sa fortune, sans distinction d'ordres ; qu'il n'y ait qu'un seul rôle pour tous, et qu'on supprime tous impôts particuliers, sauf à les remplacer, s'il est besoin, par des impositions générales ;

Que l'ouverture et l'entretien des grandes routes ne soient plus à notre charge, mais que la dépense en soit faite par le trésor public puisqu'elles sont utiles à tous ;

Que les lois qui rendent les corvées et servitudes et prestations féodales imprescriptibles et infranchissables,

soient remplacées par une loi qui permette à chaque vassal de les franchir sur le pied de leur valeur fixée par notre Coutume ; et que le franc-alleu soit de droit public ; c'est le seul moyen de nous attacher à nos propriétés, et de nous sauver des suites ruineuses de la fiscalité des seigneurs ;

Que la justice ne puisse être rendue qu'au nom de Votre Majesté ; que nous ne puissions être traduits que dans des tribunaux ordinaires, établis par elle, et auxquels seraient admis tous les citoyens, à raison de leurs talents, et sans qui puisse exister de tribunaux d'attribution ; que dans notre trêve il soit seulement établie un nautaire pour établir les actes du public et un greffier pour veiller à la conversation¹ des mineurs ;

Que nous soyons autorisés à choisir entre nous, chaque an, douze prud'hommes ou jurés, qui chaque dimanche s'assembleront, pour entendre les plaintes et demandes pour dommages de bêtes, injures et autres cas semblables, vérifier les faits et prononcer sans frais telle condamnation qu'ils jugeront convenable, laquelle sera exécutée sans appel, jusqu'à la somme de 30 l. par provision, à la charge d'appel pour les plus fortes condamnations ;

Qu'il soit établi par chaque diocèse une caisse pour le soulagement des pauvres, et qu'il y soit versé un tiers du revenu de tous les biens ecclésiastiques, pour être réparti aux pères de pauvres de paroisses ;
Que nous soions au moins tous libres de porter nos grain moudre au moulin que nous voudron.

Et que tous les affiagementl au moins depuis dix ans soient abattu.

Revenant à la situation de notre trêve et au sufraige des habitant d'icelles d'estres en toutes âge asujety à la servitude de Tallansac sa paroisse, comme de servir de trezorier, collecteur de vingtième et capitation, dont nous somme tous les an chargé un ou deux ou davantaige, ce qui est beaucoup devantaigcux aux habitant de celte trêve, de voir enliver toutes les dinunes de notre trêve et passer à des mains étranger, qui ne nous procure jamais aucun secour, que au contraire si noire dymmes restoit au mains de notre curé, il auroit plus d'esences et seroit plus à lieu de secourir nos pauvres, et que par là nous aurions plus d'ansainse² pour avoir notre messe malinalle assurée, qui nous³ sy utillement nécessaire, aspiron ver la paternelle bonté de notre bon Roy que notre Vergé fût paroisse et que nos taxes fût rangée en cahiée à part pour en estre par nous fait la ceullette, et que nous soions délivré de cette désagréable et désavantageuse servitude à Tallansac.

Adoptons en général tous et chacun des articles de doléances et demandes qui seront contenus dans le cahier de la ville de Rennes, et qui n'auraient pas été prévus ou suffisamment développés dans le présent.

¹à la conservation des biens.

² aisance

³ est